Grand angle

Plan d'accélération industrielle

Elalamy en quête d'IDE chinois

● Le département de l'Industrie prépare actuellement une approche spécifique pour capter les IDE chinois. La démarche qui se veut proactive vise à drainer plus de flux en vue d'accompagner la mise en œuvre du Plan d'accélération industrielle (PAI). L'intérêt de la Chine pour l'Afrique et les niches qu'offre la première industrie du monde constituent une aubaine pour le Maroc qui peut jouer sur son positionnement stratégique.

e ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et des nouvelles technologies de l'information, Moulay Hafid Elalamy, veut capter plus de flux d'IDE chinois. Dans ce cadre, son département peaufine actuellement une stratégie spécifique qui vise à cibler les investissements en provenance de cette économie émergente, qui ne cesse de monter en puissance depuis quelques années au point de détrôner sur certains marchés comme l'Afrique les anciens partenaires européens. L'intérêt du Maroc tombe fort opportunément puisque comme l'a confirmé le ministre Elalamy, «la bonne surprise c'est l'arrivée des investisseurs et industriels chinois au Maroc». Il est vrai que ces derniers temps, la valeur des échanges avec la Chine a connu une sensible amélioration et plusieurs gros investisseurs ont manifesté leurs intérêts pour le royaume, mais le potentiel du pays demeure largement sous-exploité au regard de ce que pourrait tirer le Maroc du contexte actuel dans lequel évoluent ses relations avec l'Empire du Milieu. Selon Moulay Hafid Elalamy, la conjugaison de certains facteurs comme l'augmentation sensible dans les prochaines années du coùt de la productivité au niveau de la première usine du monde, vont se traduire par une délocalisation de certaines activités du pays vers des destinations plus compétitives. À ce sujet, une étude de la Banque mondiale a fait ressortir que près de 85 millions d'emplois pourraient être délocalisés de la Chine d'ici les prochaines années, ce qui va se traduire par un flux d'IDE vers d'autres pays. Pour le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, le Maroc pourrait au moins capter 1% de ces flux, ce qui constituera un apport stratégique dans le cadre de la mise en œuvre



du Plan d'accélération industrielle (PAI). C'est d'ailleurs un aspect qui a été pris en compte dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie de réindustrialisation étalée sur la période 2014-2020.

Convergence d'intérêts

Pour le Maroc, l'équation est simple. «Les industriels chinois vont délocaliser certaines de leurs unités industrielles afin de garder leurs clients et leurs marges face à l'augmentation des coûts de production dans le pays», détaille Elalamy pour qui l'intérêt croissant de la Chine pour l'Afrique et le Maroc offre une réelle opportunité pour attirer plus de flux d'IDE. «Le Maroc peut servir de plateforme pour servir les marchés africains, américains et européens», explique Elalamy. À ce sujet, d'ailleurs, plusieurs secteurs à fort potentiel sont déjà identifiés pour accompagner la nouvelle stratégie marocaine. Il s'agit de l'automobile, du textile, de l'électroménager ainsi que de l'électronique. «Le terrain est fertile et l'environnement favorable», conclut le ministre. Il faut dire que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la volonté affichée par les deux pays d'accroître leur coopération économique en misant sur un développement des échanges commerciaux. C'est en ce sens que le Maroc et la Chine ont signé plusieurs accords l'année passée à l'occasion d'un forum économique des opérateurs des deux pays au cours duquel une série d'engagements ont été respectivement pris. Comme l'a souligné à cette occasion, la patronne de la CGEM, Miriem Bensalah Chaqroun, l'idée est de produire du «Made in China au Maroc». L'idée séduit en tout cas les investisseurs chinois. Lors de la dernière édition du Forum d'affaires Maroc-Chine, le directeur des investissements dans la région d'Afrique du Nord au sein du Fonds de développement sino-africain, Ningchuan Liu, a par exemple laissé entendre que «nous avons fait des études sur l'investissement dans la région d'Afrique du Nord et nous avons constaté que le Maroc est une destination de choix pour les investissements chinois». C'est du reste ce que confirme l'ambassadeur de Chine au Maroc pour qui : «Le Maroc pourrait servir de tremplin aux entreprises chinoises désireuses de s'exporter sur les

La Chine a exporté pour 3,13 milliards de dollars vers le Maroc, soit une croissance de 29%, pour des importations de l'ordre de 558 millions de dollars, soit une augmentation de 17%.

marchés européen et africain». En résumé donc, la stratégie que prépare le département de l'Industrie et du commerce s'annonce pleines de promesses. Ces dernières années, en tout cas, les relations entre Rabat et Pékin surfent sur de nouvelles opportunités avec l'arrivée dernièrement de gros industriels chinois, notamment dans l'industrie automobile. En 2013, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint 3,69 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,8% par rapport à l'exercice précédent. La Chine a exporté pour 3,13 milliards de dollars vers le Maroc, soit une croissance de 29%, pour des importations de l'ordre de 558 millions de dollars, soit une augmentation de 17%. Avec cette tendance, les perspectives s'annoncent prometteuses pour améliorer les flux d'IDE, principale cible du Maroc. La Chine qui occupe actuellement le 4e partenaire commercial du Maroc a investi plus de 200 milliards de dollars en Afrique durant la dernière décennie. Le Maroc veut sa part de gâteau et pour ce faire pourrait compter sur les jalons déjà posés par les banques marocaines, dont plusieurs sont désormais liées par des accords avec leurs homologues chinoises pour justement accompagner cette dynamique de promotion des investissements communs. Le dernier acte en date a été l'accord Swap de 15MMDH entre la Banque centrale (BAM) et la Banque centrale de Chine pour l'accompagnement et le développement des échanges et des investissements, lancé avec la Chine par la Banque centrale (BAM) à l'issue de la dernière session de son Conseil d'administration. Comme on le dit en pareille circonstance, tous les ingrédients sont désormais réunis pour que la dynamique s'accélère.

PAR ABOUBACAR YACOUBA BARMA

a.barma@leseco.ma